



Les extrêmes politiques devraient-ils pouvoir débattre avec les autres partis sur les médias publics ?



Introduction

Le cordon sanitaire en Belgique désigne une pratique politique mise en place dans les années 1980, où les partis traditionnels se sont engagés à ne pas former de coalition gouvernementale avec un parti d'extrême droite. L'objectif du cordon sanitaire est de préserver l'intégrité du système démocratique belge en refusant toute alliance avec un parti considéré comme dangereux pour la stabilité politique et les droits fondamentaux. La question de savoir si les extrêmes politiques devraient être autorisés à débattre avec les autres partis sur les médias publics suscite des discussions animées. D'un côté, certain·es soutiennent que le débat inclusif est essentiel pour une démocratie forte, tandis que d'autres craignent que l'inclusion d'extrêmes politiques puisse leur donner de la visibilité et donc participer à propager des idées dangereuses et nuisibles.

Définitions

- **Extrêmes politiques** : Groupes ou partis politiques dont les positions se situent à l'extrémité du spectre politique, souvent en opposition radicale avec les valeurs centrales de la démocratie libérale. En Belgique, cela inclut généralement les partis d'extrême droite comme le Vlaams Belang en Flandre.
- **Cordon sanitaire** : Accord non écrit entre les principaux partis politiques visant à exclure un parti politique spécifique (généralement d'extrême droite) de participation au pouvoir gouvernemental. En Belgique francophone, il est aussi d'application en termes de visibilité dans les médias publics et lors de débats organisés, afin de préserver les valeurs démocratiques.
- **Médias publics** : Chaînes de télévision et stations de radio financées par des fonds publics, qui ont l'obligation d'offrir une couverture équilibrée et de servir l'intérêt général. En Belgique, cela comprend la RTBF pour la communauté francophone et la VRT pour la communauté flamande.

Contexte

Institué au début des années 1990, le cordon sanitaire belge est une stratégie politique (mais aussi médiatique du côté francophone) pour contenir l'influence de l'extrême droite, principalement le Vlaams Belang (anciennement Vlaams Blok). Politiquement, cela signifie que les partis traditionnels refusent de former des coalitions avec ces partis. Médiatiquement, cela implique que les chaînes publiques comme la RTBF n'invitent pas les représentant·es de ces partis à leurs émissions pour éviter la diffusion de discours extrémistes¹.

En Flandre, cependant, les partis extrémistes peuvent débattre sur les médias publics, ce qui pourrait en partie expliquer un plus grand succès de l'extrême droite dans le nord. Par ailleurs, à l'époque des réseaux sociaux, un cordon sanitaire médiatique a de moins en moins d'impact, étant donné qu'il ne peut s'appliquer que sur les médias traditionnels (TV, radio, journaux). Par exemple, en 2022, le Vlaams Belang a dépensé 1,1 million d'euros en publicités sur Facebook et Instagram.

En Belgique, les discours de haine, y compris ceux qui incitent à la discrimination, à la violence ou à la haine raciale, sont illégaux. Le cadre juridique comprend le Code pénal belge et des lois spécifiques comme la loi contre le racisme et la xénophobie. Un discours politique devient illégal lorsqu'il dépasse les limites de la liberté d'expression en incitant directement à la violence ou en discriminant des groupes spécifiques. Les sanctions peuvent inclure des amendes et des peines d'emprisonnement².

Certains politicien·nes et analystes belges, dont Bart De Wever (N-VA) et Georges-Louis Bouchez (MR), ont suggéré d'étendre le cordon sanitaire aux partis de l'extrême gauche, comme le PTB (Parti du Travail de Belgique). Iels argumentent que des idéologies extrémistes de gauche peuvent aussi menacer les valeurs démocratiques et que les convictions politiques de ces partis sont incompatibles avec la démocratie. Cependant, cette proposition

¹ Benjamin BIARD, « Le cordon sanitaire : une réalité unique en Europe », Les analyses du CRISP en ligne, 8 mai 2024, www.crisp.be.

² Benzet, P. (2024, July 10). En Belgique, le cordon sanitaire en action face à l'extrême droite. RFI. <https://www.rfi.fr/fr/europe/20240705-belgique-cordon-sanitaire-en-action-face-%C3%A0-l-extr%C3%Aame-droite>

est controversée. Un problème majeur dans ce débat est de correctement définir ce qu'on qualifie d'extrême. Le PTB, par exemple, prône des réformes sociales et fonctionne dans le cadre démocratique, cherchant à accéder au pouvoir par des élections plutôt que par des révolutions violentes ou des coups d'État. Ce qui définit l'extrême-gauche, c'est l'adhésion à des méthodes anti-démocratiques telles que la dictature du prolétariat ou le rejet des institutions. En Belgique, aucun parti de gauche ne rentre cependant actuellement dans ce cadre. Pascal Delwit³, professeur de science politique à l'ULB, explique que le cordon sanitaire s'applique aux partis liberticides qui menacent les libertés fondamentales, ce qui justifie son application au Vlaams Belang mais pas nécessairement au PTB. Selon lui, le PTB défend la socialisation des moyens de production et d'échange, ce qui peut poser problème à certains secteurs de l'économie, mais ne constitue pas une logique discriminatoire ou liberticide. Delwit souligne également l'incohérence de certain-es politicien-nes qui réclament un cordon sanitaire autour du PTB mais invitent les membres du Vlaams Belang à débattre sur la chaîne Youtube de leur parti.

Même sans être au pouvoir, l'extrême droite exerce une influence culturelle significative sur la population. Selon Sibylle Gioe, présidente de la Ligue des droits humains, cette influence se manifeste par une libération de la parole violente, raciste, sexiste, et un discrédit des intellectuel-les. Elle dénonce une « responsabilité collective de toutes les formations politiques ». Selon elle, les gouvernements ont stimulé l'extrême droite en reprenant ses thèmes privilégiés. En Belgique, de nombreuses organisations de défense des droits humains ont rapporté des menaces et des intimidations, soulignant l'impact culturel des idées d'extrême droite même en l'absence de pouvoir direct. Elle donne l'exemple d'un groupuscule d'extrême droite en France qui a dressé une liste d'avocat-es à éliminer parce qu'ils s'engageaient à défendre la démocratie et les droits humains. En Belgique, 55 % des organisations qui défendent les droits humains ont fait l'objet de menaces et d'intimidations, particulièrement celles travaillant sur les questions de racisme, de migration, de droits des réfugié-es et des personnes LGBTQIA+. Selon Gioe, cette situation indique bien que même si l'extrême droite n'est pas au pouvoir, elle exerce une grande influence culturelle sur la population⁴.

Concepts & Théories

- ➔ **Liberté d'expression vs responsabilité médiatique** : Bien que la liberté d'expression soit un pilier de la démocratie, les médias ont la responsabilité de ne pas permettre la propagation de discours de haine ou de désinformation. Ce dilemme est central dans les débats sur l'accès des extrêmes aux médias publics. La liberté d'expression, en tant que droit fondamental, est protégée par des instruments comme la Déclaration universelle des droits de l'homme, mais elle peut être limitée lorsque son exercice empiète sur les droits d'autrui ou incite à la violence et à la discrimination⁵.
- ➔ **Démocratie délibérative** : Ce modèle évalue la qualité de la démocratie par les délibérations publiques qu'elle engendre. Un débat public robuste, y compris avec les extrêmes, est essentiel pour une société informée. L'idée est que l'exposition des idées extrêmes à un examen public rigoureux peut les démystifier et réduire leur attrait, tout en renforçant les arguments des partis traditionnels⁶.
- ➔ **Effet de la vitrine** : Cette théorie part du principe qu'en donnant une plateforme aux idées extrêmes, on peut les démystifier et les rendre moins attrayantes en les exposant à une critique publique. Cependant, cela comporte aussi le risque de normaliser et légitimer ces idées en leur donnant une visibilité accrue. L'équilibre entre démystification et légitimation est donc délicat et requiert une gestion prudente des médias.

3 Buisson, P. M. (2024, 19 mars). « Pourquoi un cordon sanitaire autour de l'extrême droite mais pas pour le PTB ? » [Le Soir](#).

4 Alice Dulczewski Sur. (2024, 9 juillet). « L'extrême droite a une influence culturelle sur la population, même sans être au pouvoir », s'inquiète la présidente de la Ligue des droits humains. [RTBF](#).

5 [Amnesty International](#). (2019, 26 avril). Freedom of speech carries responsibilities for all. European Institutions Office.

6 Bychawska-Siniarska, D. (s. d.). Protecting the right to freedom of expression under the European Convention on Human Rights. [Conseil de l'Europe](#).

Arguments pour l'effacement des données

- Éducation et démystification** : Permettre aux extrêmes de participer aux débats publics peut éduquer le public sur les réalités de ces idéologies, potentiellement en démystifiant leurs propositions souvent simplistes.
- Test de résilience démocratique** : La participation des extrêmes peut servir de test pour la robustesse des valeurs démocratiques de la société, forçant les partis traditionnels à renforcer leurs arguments et à s'engager plus efficacement avec le public.
- Réduction de la marginalisation** : Exclure les partis extrêmes peut renforcer leur narratif de victimisation et marginalisation, augmentant potentiellement leur attrait parmi les électeurs et électrices frustré-es par le statu quo.

Arguments contre l'effacement des données

- Normalisation des discours extrêmes** : Offrir une plateforme dans les médias publics peut légitimer et normaliser les discours extrêmes, leur donnant une façade de crédibilité.
- Risques de polarisation** : La présence accrue des extrêmes dans les médias peut polariser davantage le débat public, réduisant la capacité de dialogue constructif et exacerbant les tensions sociales.
- Sécurité publique** : Les discours promus par les extrêmes peuvent inciter à la violence et compromettre la sécurité publique, particulièrement dans un contexte où les tensions sont déjà élevées.

Des ressources pour aller plus loin

[ACL - Biard B. - 2024 - Les Cahiers du Libre Examen - Le cordon sanitaire, une réalité unique en Europe \(crisp.be\)](#)

[«Les extrêmes» : analyse des législatives \(youtube.com\)](#) – Pour comprendre ce que sont « les extrêmes », une analyse du contexte français.

[PROTECTING THE RIGHT TO FREEDOM OF EXPRESSION UNDER THE EUROPEAN CONVENTION ON HUMAN RIGHT – Conseil de l'Europe](#)

[Clément Viktorovitch : "Les extrêmes", anatomie d'un trompe-l'œil rhétorique](#)

[Microsoft Word - ACL - Biard B. - 2024 - En Question - Ce dont l'extrême droite est le nom \(crisp.be\)](#)

Fiches pédagogique éditée dans le cadre du jeu de débat Convictions ! crée par le Conseil de la Jeunesse Catholique

25, rue des Drapiers - 1050 Ixelles - 02/2303283 - info@cjc.be - www.cjc.be

EDITEUR RESPONSABLE - Hadrien Wilputte - COORDINATION - Emilie Kervyn et Jonathan Piroux - RÉDACTION - Jonathan Piroux - ONT ÉGALEMENT COLLABORÉ À LA RÉDACTION - Frédérique Lemoine, Anne Mansy, Emilie Kervyn - MISE EN PAGE - Emilie Kervyn

